

Mauroy, Pierre, « À Gauche », Paris, Albin Michel, 1985, 447 p.

Fidèle Pierre Nze-Guema

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702345ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702345ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nze-Guema, F. P. (1988). Compte rendu de [Mauroy, Pierre, « À Gauche », Paris, Albin Michel, 1985, 447 p.] *Études internationales*, 19(2), 362–363.
<https://doi.org/10.7202/702345ar>

Comité pour l'indépendance du Canada. La prise en compte de ces éléments ne modifie sans doute pas essentiellement le paysage; la perspective n'est cependant plus tout à fait la même.

Encore une fois, par sa préoccupation de chercher à tout voir, Guay donne l'impression d'être contraint de voir trop rapidement. Sa vue d'ensemble du phénomène transnational exerce une certaine fascination; en apparence minutieuse, son analyse n'est cependant pas exempte de lacunes. Le choix d'une approche globalisante rend sans doute ces faiblesses compréhensibles, sans pour autant inciter à les ignorer. L'indulgence du lecteur s'en trouve parfois mise à l'épreuve: ainsi, il ne saisit pas très clairement la portée des « nuances » que l'auteur retrace « entre la ligne dure et protectionniste républicaine et le libre-échangeisme 'systématique' des démocrates » (p. 230) aux États-Unis. Ce sont sans doute ces nuances qui justifient un renversement de la perception habituelle des positions respectives de ces deux grandes organisations partisans! Manifestement, le lecteur et l'auteur ne puisent pas aux mêmes sources. Ce qui permet d'introduire une dernière remarque sur la nature du travail présenté par Guay.

En allant très vite, l'auteur donne l'impression (en grande partie fausse) d'un contrôle insuffisamment poussé. Il crée même un malaise chez son lecteur en n'indiquant pas les sources de ses nombreux tableaux statistiques (une trentaine) par ailleurs très instructifs.

Pour conclure, la contribution de Guay se révèle pertinente, particulièrement en tenant compte du contexte dans lequel elle apparaît. Discutable sous quelques-uns de ses aspects, *Les firmes transnationales et l'État-nation* mérite tout de même d'être considéré comme une référence pour les étudiants soucieux de s'introduire globalement au phénomène de transnationalisation qui marque actuellement l'économie mondiale et de cerner les éléments qui traduisent généralement ce phénomène dans le contexte canadien et québécois.

Raymond HUDON

Département de science politique
Université Laval, Québec

MAUROY, Pierre, « À GAUCHE », Paris, Albin Michel, 1985, 447 p.

« À GAUCHE ». Avec cette litote spatiale pour titre, l'ouvrage de Pierre Mauroy ne semble pas réductible à un simple bilan de gouvernement. Unique premier ministre dans l'histoire de France d'un gouvernement d'union de la gauche (1981-1984), l'auteur offrirait au lecteur ce qui apparaît comme une contribution marquante à la compréhension du projet de société de la gauche. « À GAUCHE », un simple souhait? Davantage un appel! L'univers de convocation en vue d'une réforme de la société (p. 11). Réforme, qui s'inscrit au coin d'une certaine rupture (p. 12) d'avec le système capitaliste instauré par la droite plus de trois décennies durant (p. 21), la gauche vise à « changer la vie » (p. 22) pour mieux « préparer demain ». Pouvait-elle disposer des moyens de sa politique de réforme, lors même qu'elle assumait un État dont elle avait accoutumé de récuser les structures?

Pierre Mauroy s'efforce, tout au long de son ouvrage, de répondre à cette question préjudicielle qui décide, ici, du degré d'adéquation entre les pétitions de principe et le contenu de l'action. Avant d'apprécier cette adéquation, il importe de camper l'ossature de l'ouvrage. Celle-ci se déploie sur onze chapitres.

Dans le chapitre I l'auteur situe la philosophie d'action de la gauche; dans le second il justifie la nécessité des équilibres économiques. Il traite de la modernisation de l'industrie (chap. III), et du travail considéré comme un droit (chap. IV). Ailleurs, il souligne la relation de causalité entre la réussite de l'action gouvernementale et l'assumption par la collectivité nationale des servitudes sociales: Pierre Mauroy en appelle à « une France solidaire » (chap. V). Cette nouvelle éthique de la solidarité suppose un changement des mentalités en ville et aux champs (chap. VI). Elle est réponse à l'image que la France se donne d'elle-même, celle de la Patrie des Droits de l'Homme (chap. VII). Le chapitre VIII prolonge le précédent: Patrie des Droits de l'Homme, la France ne peut manquer d'assurer une présence active dans le monde. Si le chapitre IX traite de l'amour pour la liberté:

« je crie ton nom liberté », dans le chapitre X l'auteur explique le combat spécifique des socialistes. Le chapitre XI, loin de conclure, ouvre largement sur les perspectives d'avenir de la gauche en France. Il importe de cerner davantage cette vaste fresque, dans son objectif et les moyens mis en œuvre pour en assurer la réalisation. L'objectif de la rupture préconisée par la gauche est celui de la triple libération de chaque individu: libération sociale, économique et psychologique (p. 21). Triple libération, qui commande un effort collectif et vu une définition « des conditions du rassemblement des forces populaires de l'union de la gauche ». L'auteur précise par là-même et son analyse et la perspective qui la sous-tend (p. 16). Il justifie également la triple nécessité qui fonde l'union de la gauche.

Nécessité historique: par sa capacité de regroupement, la gauche a su mériter de la confiance populaire, un siècle durant. Nécessité constitutionnelle: la bipolarisation gauche-droite, au second tour de l'élection présidentielle commande, pour sa victoire, que la gauche opte pour une stratégie unitaire. Nécessité morale: l'union de la gauche serait l'expression des couches sociales défavorisées.

Ce triple impératif s'enracine en modernité: « épousons la modernité ». Modernité qui est « tension de la société vers son devenir ». Trois étapes marquent cette tension. La première étape (1981) est caractérisée par de grandes réformes: ainsi de l'augmentation du Smic, de la retraite vieillesse à 60 ans, de la baisse relative du temps de travail à 39 heures. La protection sociale bénéficie dans le même temps de garanties légales supplémentaires. Les minorités obtiennent la reconnaissance officielle de leurs droits. Le droit à l'avortement ainsi que les libertés individuelles et la liberté de la presse se trouvent renforcés. En dépit des controverses, la peine de mort est abolie. Dès 1982: à cette période d'état de grâce, succède la politique de rigueur. Celle-ci est marquée, entre autres, par la nationalisation des banques et des entreprises. Et, à la différence des nationalisations de 1946 fondées sur l'idée de « service public ou de monopole de fait », la gauche justifie les nationalisations de 1982 par une relation de causalité directe: la

mission économique dévolue à l'État suppose qu'il dispose des moyens — dont les nationalisations — pour remplir ladite mission. Sur la base du lien qui existerait entre « la propriété privée et le pouvoir », les libéraux contestent avec vigueur cette brèche.

La troisième période, si elle vise à une meilleure gestion sociale serait néanmoins captive des structures étatiques héritées de la V^{ème} République convient-on volontiers ici et là. La transformation de l'État et, au-delà, de la société, que préconise la gauche, n'induit-elle pas dès lors, que soit résolue au préalable, la contradiction entre les structures qu'elle condamnait jadis et les projets de rénovation qu'elle prétend assumer au sein de ces mêmes structures?

Le livre de Pierre Mauroy, n'apporte pas toujours de réponse définitive à cette question préjudicielle. Il permet toutefois de mieux cerner les nuances de cette mouvance grâce à laquelle « le 10 mai 1981, François Mitterrand avait rendez-vous avec l'histoire. (Et) la gauche de nouveau rendez-vous avec la République ». Et, par-delà, la réflexion de l'auteur laisse largement ouvertes les perspectives d'avenir de la gauche. Perspectives dont ce gouvernement d'Union aura fait plus que débattre: il en serait comme la caution, pour avoir réussi, d'une certaine manière, à exorciser les peurs de la gauche à gérer de nouveau la chose publique en France.

Fidèle Pierre NZE-GUEMA

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

CHANTEBOUT, Bernard, *Le Tiers Monde*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », 1986, 184 p.

L'auteur, Bernard Chantebout, professeur à l'Université René Descartes (Paris V), a fait de nombreux séjours d'études dans le tiers monde en particulier: au Brésil, en Corée du